



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 7 avril 2000

APERÇU

◆ L'activité économique débute l'année en force

Le produit intérieur brut a augmenté de 0,5 % en janvier grâce à la vigueur de la demande intérieure et étrangère. Il y a eu une croissance dans presque tous les secteurs de l'économie, notamment dans la construction et les services publics.

◆ Le prix des matières premières enregistre sa plus forte hausse d'une année à l'autre

Les fabricants ont payé leurs matières premières 37,1 % plus cher en février 2000 qu'en février 1999, sous l'effet de la flambée du prix du pétrole. Il s'agit de la plus forte hausse d'une année à l'autre depuis les premiers enregistrements des prix en 1981.

◆ Les prix des produits industriels poursuivent sur leur lancée

Les prix des produits industriels ont continué de prendre de l'élan en février (+ 5,9 %), enregistrant leur plus forte augmentation d'une année à l'autre en plus de quatre ans.

◆ La valeur nette nationale s'accroît plus fortement en 1999

En 1999, la valeur nette nationale s'est accrue de 5,5 %, son taux de croissance le plus élevé en 10 ans. Cette croissance s'explique par la hausse du patrimoine national et par la baisse prononcée de l'endettement net étranger du Canada.

◆ Le passif international net du Canada diminue

En 1999, le passif international net du Canada, qui représente la différence entre l'actif et le passif envers les résidents étrangers, a diminué pour la quatrième fois au cours des cinq dernières années.

◆ Le secteur de l'aquaculture prend de l'expansion

En 1998, l'aquaculture a engendré des revenus se chiffrant à plus de 500 millions de dollars, grâce à l'augmentation des ventes de mollusques et de poissons. Le saumon était le plus important produit.

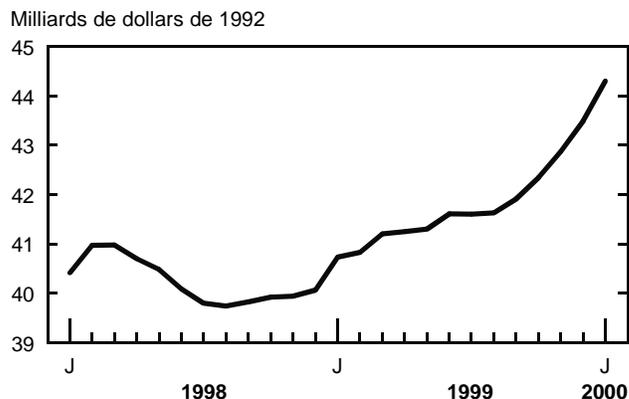
L'activité économique débute l'année en force

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,5 % en janvier, la vigueur de la demande intérieure et étrangère s'étant traduite par une nouvelle croissance mensuelle appréciable de l'économie. Il s'agit de la 18^e hausse mensuelle d'affilée, qui fait partie de la plus longue série ininterrompue de progressions depuis 1961, année où l'on a commencé à mesurer le PIB.

L'activité totale du secteur de la construction a fait un bond de 1,9 %, la construction résidentielle et la construction non résidentielle ayant poursuivi leur progression. Par ailleurs, les travaux liés aux champs de pétrole de l'Alberta ont continué de soutenir les travaux de génie. Les effets du boom de la construction se sont fait sentir dans bon nombre de secteurs en amont au cours des derniers mois : la fabrication de produits en bois, de produits pour toitures d'asphalte et de ciment et de béton préparé a augmenté, et le commerce de gros de bois de construction et de matériaux et d'équipements afférents s'est intensifié.

La période de refroidissement a provoqué une montée en flèche de la demande de production d'électricité et de gaz en janvier. La production d'électricité a augmenté de 2,9 %, relevant de près de 0,1 % le taux global de croissance de l'économie. Parallèlement, le secteur de la distribution de gaz a affiché une progression de 4,3 %.

Activité du secteur de la construction



(suite à la page 2)



... L'activité économique débute l'année en force

La production manufacturière totale s'est accrue de 0,7 %. La demande américaine a continué de stimuler la production d'automobiles et de pièces d'automobiles (+ 2,0 %), de sorte que les exportations de produits automobiles ont considérablement augmenté. Animé par la forte demande de pièces usinées, de produits emboutis et enduits ainsi que de structures métalliques, le secteur des produits métalliques a accru sa production de 2,3 %, ce qui confirme la forte tendance à la hausse de ce secteur. La fabrication de produits en bois a augmenté de 2,4 %. Environ le tiers de la croissance est attribuable aux scieries, qui ont effacé une partie des baisses accusées pendant quatre mois. Les exportations de la plupart des produits en bois ont fléchi, étant donné que l'expansion du secteur canadien de la construction a accaparé une plus grande part de la production du secteur des produits en bois. Le secteur de l'impression et de l'édition a changé de cap en janvier (+ 2,5 %), ce qui a compensé la faiblesse des trois mois précédents.

Cependant, la production du secteur de la première transformation des métaux a diminué de 1,3 % en janvier, en raison surtout de la forte baisse survenue dans le secteur de la fonte et de l'affinage des métaux non ferreux. Les fabricants d'aliments ont réduit leur production de 0,5 % sous l'effet de la baisse de la production de produits du poisson (la sixième en sept mois), de farine et de céréales ainsi que de produits alimentaires divers. La production du secteur en plein essor des produits électriques et électroniques a aussi fléchi de 0,5 %. La production de pâte et de papier a chuté de 1,3 % pour tomber à son plus bas niveau depuis août 1999, bien que les exportations de pâte et d'autres papiers aient augmenté pour un troisième mois consécutif.

L'activité du secteur de la finance a continué de progresser à un rythme soutenu de 0,8 %. L'effervescence du marché boursier s'est encore imposée comme le facteur déterminant et a insufflé un dynamisme nouveau au secteur. Par ailleurs, le commerce de détail a affiché une croissance de 0,7 %, malgré l'effondrement des ventes dans les épicerie et les magasins de boissons alcoolisées et d'autres produits après le passage à l'an 2000. Les consommateurs ont entre autres augmenté leurs achats dans les grands magasins et chez les concessionnaires d'automobiles. Parallèlement à la hausse des ventes d'automobiles, les ventes des stations-service

Note aux lecteurs

Le produit intérieur brut (PIB) d'un secteur d'activité est la valeur ajoutée par la main-d'œuvre et le capital dans la transformation des intrants achetés auprès d'autres secteurs. Le PIB mensuel est évalué aux prix de 1992. Les estimations sont désaisonnalisées au taux annuel.

se sont accrues pour un quatrième mois d'affilée malgré la hausse du prix de l'essence à la pompe. Du côté du commerce de gros, les ventes ont été ternes en janvier, comme en témoigne leur faible croissance de 0,1 %.

La production du secteur minier a augmenté de 1,1 %, progressant pour un troisième mois de suite. Le prix du pétrole, le plus élevé depuis la guerre du Golfe, a continué de stimuler les activités d'exploration, poussant les sociétés de forage et de montage à atteindre un niveau d'activité sans précédent depuis près de deux ans. Toutefois, la production de pétrole brut n'a augmenté que légèrement. Le mois de janvier a marqué le début de la production de gaz naturel à l'île de Sable dans l'est du Canada, mais cela n'a pas suffi à accroître la production de gaz naturel dans son ensemble. Parmi les mines non métalliques, l'hiver plus doux a nui aux mines de sel, la baisse des activités de déneigement ayant réduit la demande.

La demande de services de conseils en informatique n'a montré aucun signe d'affaiblissement après le passage à l'an 2000; ces services ont affiché une croissance de 1,8 % en janvier, soit la plus forte hausse mensuelle depuis huit mois. Grâce à une hausse des appels interurbains, l'activité dans le secteur des services téléphoniques s'est accrue de 2,6 %, ce qui représente la progression la plus marquée depuis plus de neuf mois.

Données stockées dans CANSIM : matrices 4677 à 4681.

*Le numéro de janvier 2000 de **Produit intérieur brut par industrie** (15-001-XPB, 15 \$ / 145 \$) paraîtra en avril. Pour l'achat de données, communiquez avec Yolande Chantigny en composant sans frais le 1 800 877-4623 (courriel : IMAD@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Richard Evans au (613) 951-9145 (courriel : evanric@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

Le prix des matières premières enregistre sa plus forte hausse d'une année à l'autre

Les fabricants ont payé leurs matières premières 37,1 % plus cher en février 2000 qu'en février 1999. Il s'agit de la plus forte hausse d'une année à l'autre depuis le début des enregistrements des prix pour l'Indice des prix des matières brutes en 1981. Le grand facteur a été la flambée du prix du pétrole, qui était plus de 2,5 fois supérieur à son niveau de février 1999. Sans les combustibles minéraux, le prix des matières premières n'aurait augmenté que de 7,2 %. Dans la comparaison mensuelle, le prix des matières premières a progressé de 3,2 % de janvier à février.

Pour ce qui est des combustibles minéraux, on a observé un accroissement du prix du pétrole brut (+ 7,9 %), du gaz naturel (+ 0,4 %) et du charbon (+ 0,3 %) d'un mois à l'autre. Par rapport

Indice des prix des matières brutes, février 2000

Données non désaisonnalisées

	Indice (1992 = 100)	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	139,7	3,2	37,1
Combustibles minéraux	177,4	7,5	135,6
Substances végétales	111,0	-0,8	-5,7
Animaux et substances animales	116,6	1,7	7,1
Bois	140,9	-0,5	7,1
Matières ferreuses	123,8	-1,7	5,0
Métaux non ferreux	120,8	1,3	19,6
Minéraux non métalliques	118,7	0,0	1,0
IPMB sans les combustibles minéraux	122,4	0,6	7,2

(suite à la page 3)

... Le prix des matières premières enregistre sa plus forte hausse d'une année à l'autre

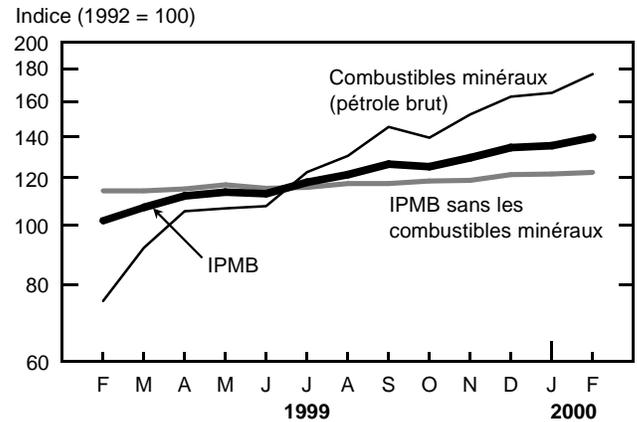
à février 1999, le prix des combustibles minéraux était en hausse de 135,6 %. Cela se reflétait dans la progression du prix du pétrole brut (+ 153,4 %) et du gaz naturel (+ 11,4 %), qui n'a été que très légèrement compensée par le recul du prix du charbon (- 5,8 %). La production canadienne de pétrole brut a fléchi de 4,9 % en 1999 consécutivement à la faiblesse du prix en 1998. Pour sa part, la production canadienne de gaz naturel commercialisable a augmenté de 1,1 %. Au cours de la même période, la production de charbon du Canada a reculé de 3,8 %, victime de la concurrence féroce sur les marchés d'exportation et de la baisse de la production d'électricité des centrales à vapeur alimentées au charbon.

Le prix des métaux non ferreux s'est raffermi en février, en raison surtout de la hausse des prix des concentrés de nickel (+ 19,3 %), des matières d'aluminium (+ 2,7 %) et de l'or (+ 7,5 %). Le prix du cuivre a légèrement faibli. Par rapport à 12 mois plus tôt, le prix des matières d'aluminium a augmenté de 36,8 % et celui des concentrés de nickel, de 108,1 %. De récentes hausses considérables de la production d'acier inoxydable ont exercé un effet d'entraînement sur le prix du nickel. Par contre, le prix des concentrés de plomb, qui est en régression depuis sept mois, a diminué de 26,2 % comparativement à février 1999.

Du côté des animaux et des substances animales, la hausse mensuelle du prix des porcs (+ 11,8 %) a été dans une certaine mesure compensée par la baisse du prix des bovins (- 1,5 %). Par rapport à février 1999, la progression du prix des porcs (+ 38,2 %), des bovins (+ 6,6 %) et du poisson frais (+ 6,2 %) a été légèrement atténuée par le recul du prix des poulets et du lait de consommation non transformé. Le prix des porcs s'est accru récemment à cause d'une diminution de l'abattage des porcs, qui est survenue en période d'augmentation de la demande des détaillants, juste avant la saison des barbecues du printemps. La réduction du troupeau de bovins du Canada s'est poursuivie l'an dernier, la hausse de l'abattage et la baisse de la natalité ayant facilement fait contrepoids au recul des exportations.

De janvier à février, la diminution du prix du canola, du sucre non raffiné et du café a fait baisser le prix des substances végétales. Le prix mensuel de toutes les céréales a fléchi, ce qui a stimulé la demande d'exportation, mais a aussi poussé les producteurs de bétail à utiliser plus de maïs et de blé pour nourrir leurs animaux. Par rapport à 12 mois plus tôt, les baisses de prix du canola

Indice des prix des matières brutes



(- 22,5 %), du blé (- 9,0 %) et du sucre non raffiné (- 19,5 %) ont été les principaux facteurs du repli du prix des substances végétales. Le prix du canola a chuté de 37,9 % depuis son récent sommet de novembre 1998. Quant au prix du sucre non raffiné, il a été très faible au cours des deux dernières années, chutant de 43,3 % depuis février 1998.

Le prix du bois a peu varié en février, la légère hausse du prix des billes ayant été neutralisée par la baisse du prix du bois à pâte. Comparativement à février 1999, le prix des billes a progressé de 10,2 %. Le prix des billes connaît une remontée depuis octobre 1998, grâce au raffermissement du secteur de la construction résidentielle en Amérique du Nord et à la reprise économique en Asie. Par contre, le prix du bois à pâte a reculé de 3,2 % par rapport à février de l'an passé.

Le prix des déchets de fer et d'acier est retombé en février (- 3,2 %), après avoir augmenté pendant neuf mois consécutifs. Par ailleurs, le prix des déchets de métaux non ferreux a continué sa progression en février.

Données stockées dans CANSIM : matrice 1879.

Le numéro de février 2000 de la publication **Indices des prix de l'industrie** (62-011-XPB, 22 \$ / 217 \$) paraîtra à la fin d'avril. Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du Service à la clientèle au (613) 951-3350 (télécopieur : (613) 951-1539; courriel : infounit@statcan.ca), Division des prix.

Les prix des produits industriels poursuivent sur leur lancée

En février, les prix des produits industriels ont progressé de 5,9 % par rapport à février 1999, ce qui représente leur plus forte hausse d'une année à l'autre depuis octobre 1995. Le rythme de croissance des prix s'est accéléré au cours des derniers mois, ayant augmenté de 2,9 % en novembre, de 4,4 % en décembre et de 4,5 % en janvier. Le prix du pétrole a joué un rôle de premier plan dans la croissance de l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) au cours de la dernière année. Si les produits du pétrole et du charbon avaient été exclus de l'IPPI en février, l'indice n'aurait augmenté que de 2,5 %, soit moins de la moitié de sa progression réelle.

De janvier à février, les prix des produits industriels ont monté de 0,9 %. Encore une fois, le prix du pétrole a été le principal facteur de la hausse. Le prix des produits de la viande est le seul à avoir fléchi d'un mois à l'autre. Dans le secteur des produits pétroliers raffinés, les prix ont poursuivi leur progression, augmentant de 7,1 %. Le fait que les stocks de pétrole brut aux États-Unis soient tombés à leur plus bas niveau en plus de deux décennies a suscité des craintes, vu que la réduction de la production par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est poursuivie. Si les produits du pétrole et du charbon avaient été exclus, les prix d'ensemble auraient affiché moins de la moitié (+ 0,4 %) de leur augmentation réelle de 0,9 % pour le mois.

(suite à la page 4)

... Les prix des produits industriels poursuivent sur leur lancée

Le prix des produits de métaux de première transformation a poursuivi sa progression de janvier à février (+ 1,5 %). Le prix des produits du nickel a continué sur sa lancée, grimpant de 17,7 % dans la foulée de rapports annonçant une production insuffisante. La demande venant des producteurs d'acier inoxydable, premiers consommateurs de nickel, a grossi et provoqué une baisse des stocks de nickel. Cela a eu un effet d'entraînement qui a porté le prix à un niveau de plus du double de ce qu'il était un an plus tôt et à son plus haut niveau depuis plus d'une décennie. Le prix des produits de l'aluminium a augmenté de 2,8 % par rapport à janvier et dépassait de 20,9 % son niveau de février 1999.

Le prix de la pâte a poursuivi sa tendance à la hausse en février, augmentant de 1,1 % comparativement à janvier. Toutefois, malgré les hausses récentes, le prix de la pâte est demeuré à un niveau inférieur de 30,3 % à celui de novembre 1995. Le prix des produits de papier a continué de progresser en février (+ 0,4 %), atteignant un niveau supérieur de 7,7 % à celui de février 1999. Le prix du papier journal, pour sa part, a chuté de 0,3 % par rapport à janvier et de 13,0 % comparativement à février 1999. Dans l'ensemble, le prix du papier et des produits de papier a augmenté à la fois pour le mois (+ 0,9 %) et pour l'année (+ 8,5 %).

Le prix du papier recyclé a progressé de 9,0 % de janvier à février. En raison d'une vigoureuse demande en provenance de

Effet du taux de change

Le prix de certains produits, notamment les véhicules automobiles, le bois de construction, la pâte, le papier journal et certains métaux, est souvent exprimé en dollars américains. Par conséquent, les fluctuations du taux de change ont des répercussions sur leur apport à l'Indice des prix des produits industriels (IPPI).

De janvier à février, le dollar canadien a perdu du terrain, ce qui a exercé une pression à la hausse sur les prix des produits industriels. Si le taux de change n'avait pas varié d'un mois à l'autre, l'IPPI aurait progressé de 0,7 % au lieu de 0,9 %.

Dans la comparaison d'une année à l'autre, l'appréciation du dollar canadien a tempéré la hausse des prix des produits industriels. Si le taux de change avait été le même en février 1999 et en février 2000, l'IPPI aurait progressé de 6,5 % au lieu de 5,9 %.

l'Asie et de l'utilisation accrue du papier recyclé au pays, le prix de ce produit était supérieur de 46,4 % à son niveau de février 1999.

Le prix des véhicules automobiles a gagné 0,6 % par rapport à janvier, grâce en partie au raffermissement du dollar américain. La plupart des véhicules automobiles construits au Canada sont expédiés aux États-Unis, et les prix sont indiqués en dollars américains. Par conséquent, le prix des véhicules automobiles est sensible aux fluctuations du taux de change. Cela se reflète dans les prix à l'exportation pour les camions et les automobiles, qui ont dans les deux cas progressé de 0,7 % d'un mois à l'autre. Par contre, dans la comparaison d'une année à l'autre, le dollar américain plus faible a ralenti le prix à l'exportation et le prix d'ensemble des véhicules automobiles (- 1,8 %).

Données stockées dans CANSIM : matrices 1870 à 1878.

Le numéro de février 2000 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-XPB, 22 \$ / 217 \$) paraîtra à la fin d'avril. Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3350 (télécopieur : (613) 951-1539; courriel : infounit@statcan.ca), Division des prix.

Comparaisons internationales des prix des fabricants

	Mois	Variation annuelle en %
Canada	Février	5,9
États-Unis	Février	4,8
Japon ¹	Février	- 0,1
Royaume-Uni ²	Février	2,3
Italie	Janvier	3,8
Allemagne	Février	2,4
France ³	Janvier	9,7

1. Prix intérieurs de gros.

2. Prix intérieurs à la fabrication.

3. Inclut les aliments et l'énergie.

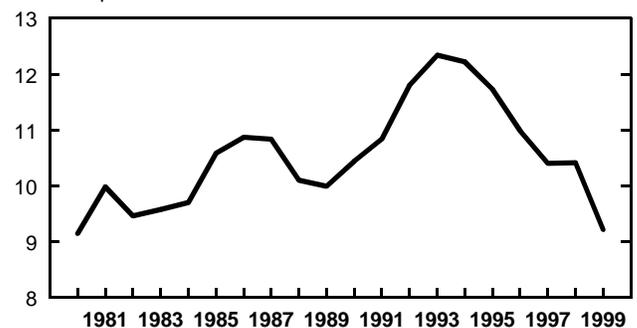
La valeur nette nationale s'accroît plus fortement en 1999

En 1999, la valeur nette nationale s'est accrue de 5,5 % pour grimper à 3,0 billions de dollars, atteignant 96 800 dollars par habitant. Il s'agit du taux de croissance le plus élevé en 10 ans. Cette croissance s'explique par la hausse du patrimoine (richesse) national et par la baisse prononcée de l'endettement net étranger du Canada (ce que nous devons aux résidents étrangers moins ce qu'ils nous doivent).

Le patrimoine national a augmenté à un rythme plus élevé qu'en 1998, pour atteindre le niveau record de 3,3 billions de dollars, compte tenu de la croissance plus forte de l'activité économique intérieure en 1999. Le patrimoine national s'est accru de 5,1 % dans le secteur des particuliers, comparativement à 3,7 % dans le secteur des sociétés et à 1,7 % dans le secteur des administrations publiques.

Endettement net du Canada envers les résidents étrangers

En % du patrimoine national



(suite à la page 5)

... La valeur nette nationale s'accroît plus fortement en 1999

La hausse de la richesse a été généralisée. L'avance dans le secteur immobilier résidentiel (+ 5,0 %) reflétait l'activité élevée sur le marché des maisons neuves et celui de la revente. La croissance des biens durables de consommation (+ 6,8 %) s'explique par la vigueur des dépenses en biens de plus grande valeur, en particulier les automobiles et les articles ménagers. Parmi les autres composantes de la richesse nationale, seules celles de l'équipement et du matériel ainsi que celle des terrains agricoles ont enregistré des taux de croissance plus faibles qu'en 1998.

Du point de vue financier, la dette totale sur le marché de crédit (effets à court terme, emprunts, hypothèques et obligations) a continué de s'accumuler, mais à un rythme légèrement moins rapide qu'en 1998. Cela s'explique par une baisse générale de la demande des emprunts ainsi que par la baisse de la valeur de la dette en devises étrangères, qui reflète la hausse du dollar canadien vers la fin de l'année.

La dette nette de l'administration publique fédérale a diminué légèrement pour une troisième année de suite, en accord avec les surplus enregistrés depuis 1997. La dette nette des autres échelons de l'administration publique a aussi diminué d'un montant négligeable, reflétant une hausse des surplus à l'échelon provincial ainsi qu'une baisse du déficit à l'échelon des administrations locales. L'ensemble de la dette nette publique a progressé à un rythme beaucoup plus faible que le produit intérieur brut pour une quatrième année d'affilée.

Une forte amélioration des bénéfices des sociétés en 1999 ainsi qu'une hausse du prix des actions durant presque toute l'année ont permis aux entreprises de continuer à restructurer leurs bilans. En ce qui concerne les sociétés privées non financières, le mouvement à la baisse du ratio de la dette par rapport à l'avoir des actionnaires a repris.

Le niveau élevé des achats des ménages en 1999 s'est traduit par une activité de financement qui a amené le ratio du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire par rapport au revenu disponible des particuliers à un nouveau sommet de 99,3 %. Malgré la hausse de l'endettement, la valeur nette des ménages s'est accrue plus rapidement qu'en 1998 (+ 5,0 %), vu que la hausse des actifs a été quatre fois plus importante que celle des engagements.

Note aux lecteurs

*Les comptes du bilan national sont des bilans des différents secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers et d'engagements financiers. Le **patrimoine (richesse) national** est la somme des actifs non financiers, c'est-à-dire les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terrains agricoles de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins l'endettement envers les résidents étrangers (le bilan des investissements internationaux du Canada ou la dette internationale nette). Elle est également la somme de la valeur nette des secteurs des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.*

Le passif des administrations publiques et les actifs du secteur des particuliers ont été considérablement révisés à la hausse pour tenir compte du traitement plus global de l'accumulation de l'épargne en ce qui concerne les régimes de retraite. Les régimes de retraite non autonomes parrainés par l'employeur des administrations fédérale et provinciales sont maintenant traités comme un passif des administrations publiques.

Les Canadiens ont continué d'investir à l'étranger en 1999, mais à un rythme plus faible qu'en 1998. Par contre, les engagements étrangers dans l'économie canadienne ont chuté en 1999 par suite des baisses importantes en ce qui concerne les avoirs des résidents étrangers en titres de dette négociables canadiens et en passif-dépôts des banques canadiennes. En conséquence, l'endettement net envers les résidents étrangers a fortement chuté de 7,9 % en 1999 et a poursuivi sa tendance à la baisse en proportion de la richesse nationale.

Données stockées dans CANSIM : matrices 700, 727, 745 à 747, 751, 753 à 777, 779 à 785, 787 à 795 et 798.

Un document analytique (13-214-PPB, 50 \$) contenant les tableaux de 1996 à 1999 et des graphiques est maintenant en vente. Il est également possible d'obtenir les données du bilan national sur disquette (13-214-XDB, 60 \$). Pour plus de renseignements ou pour commander, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et des dépenses. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798 ou avec Charles Wright au (613) 951-9044, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

Le passif international net du Canada diminue

Le passif international net du Canada, qui représente la différence entre l'actif et le passif envers les résidents étrangers, a diminué en 1999 pour la quatrième fois au cours des cinq dernières années. Cette baisse a ramené le passif international net en proportion du produit intérieur brut à 32 %, son pourcentage le plus bas depuis 1977, alors qu'il était à 31 %.

Toutefois, la part des États-Unis en tant que créateur net du Canada a encore augmenté. Les investisseurs américains ont continué d'accroître leur part du passif international net du Canada, et ce, pour une huitième année de suite. La part des États-Unis est passée d'un creux record de 34 % en 1991 à 76 % à la fin de 1999. Les pays de l'Union européenne sont les deuxièmes créanciers en importance du Canada (23 %).

À la fin de 1999, le passif international net du Canada s'établissait à 300 milliards de dollars, en baisse de 7,9 % par rapport au chiffre de 326 milliards de dollars enregistré à la fin de 1998. D'une part, l'actif international a totalisé 664 milliards de dollars à la fin de 1999. D'autre part, le passif international a diminué de 2,2 % pour se chiffrer à 964 milliards de dollars, en baisse pour la première fois en 60 ans. Les résidents étrangers ont diminué considérablement leurs placements étrangers en titres de portefeuille canadiens et en dépôts dans des banques canadiennes, mais ont augmenté leurs investissements directs au Canada.

La valeur des avoirs étrangers d'obligations a fléchi pour la première fois depuis les années 1950. Les résidents étrangers ont réduit de près de 29 milliards de dollars leur dette de portefeuille, soit près de 15 milliards de dollars en effets à court terme et près de 14 milliards de dollars en obligations canadiennes. D'une valeur de 393 milliards de dollars, leur portefeuille d'obligations

(suite à la page 6)

... Le passif international net du Canada diminue

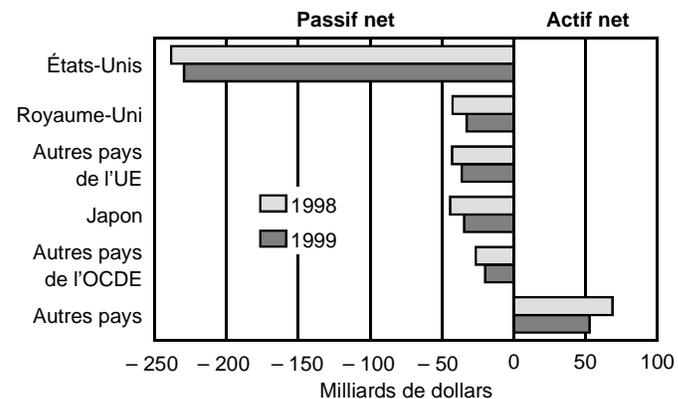
représentait tout de même 41 % des investissements étrangers au Canada à la fin de 1999. Par ailleurs, les résidents étrangers ont continué d'augmenter leurs avoirs en obligations de sociétés.

Pour la première fois depuis 1992, les investissements directs étrangers au Canada ont progressé à un rythme supérieur à celui des investissements directs canadiens à l'étranger. En 1999, les investissements directs étrangers au Canada se sont accrus de près de 9,5 % pour s'établir à 240 milliards de dollars. Pour leur part, les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté de 4,5 % pour s'élever à 257 milliards de dollars, en dépit d'un recul de 8 % de la valeur attribuable à l'appréciation du dollar canadien.

La croissance du passif sous forme d'investissements directs étrangers au Canada est due à d'importantes prises de contrôle provenant des États-Unis et à des bénéfices non répartis élevés. Ensemble, ces deux facteurs ont porté la part des investissements directs totaux des États-Unis à 72 %, en hausse par rapport à 65 % en 1993. Pour ce qui est des investissements directs canadiens à l'étranger, ils ont été plus diversifiés, 52 % ayant été faits aux États-Unis à la fin de 1999 et le reste ayant été réparti dans diverses régions.

La valeur des placements de portefeuille à l'étranger des Canadiens, surtout par le biais des caisses de retraite et des fonds communs de placement, représente maintenant le quart de l'actif international du Canada, alors qu'elle était de 15 % il y a 10 ans. Malgré l'appréciation du dollar canadien, la valeur des placements de portefeuille à l'étranger, surtout dans des actions, a progressé de 14 % pour atteindre 164 milliards de dollars à la fin de 1999.

Bilan des investissements internationaux par zone géographique



Données stockées dans CANSIM : matrices 4180 à 4190, 4194 et 4195.

*Le numéro de 1999 de la publication **Bilan des investissements internationaux du Canada** (version imprimée : 67-202-XPB, 52 \$; version sur Internet : 67-202-XIB, 39 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Christian Lajule au (613) 951-2062, Division de la balance des paiements et des flux financiers.*

Le secteur de l'aquaculture prend de l'expansion

En 1998, les revenus engendrés par le secteur de l'aquaculture se sont chiffrés à 553 millions de dollars, et le saumon était le plus important produit. Les ventes ont représenté 507 millions de dollars de cette somme, en hausse de 14 % comparativement à 1997. L'augmentation des stocks a représenté 25 millions de dollars. Par ailleurs, la valeur des exportations a atteint 363 millions de dollars, en raison des exportations de saumons vers les États-Unis.

L'aquaculture comprend la pisciculture et la culture des mollusques et des crustacés. Ce secteur a connu une forte expansion au pays au cours des années 1990; le niveau de production a presque doublé de 1992 à 1998. La pisciculture, en particulier celle du saumon, au large des côtes de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick représente l'activité la plus importante du secteur de l'aquaculture. La culture de mollusques et de crustacés, qui occupe une place moins importante, est pratiquée surtout à l'Île-du-Prince-Édouard et en Colombie-Britannique.

Les entreprises aquacoles de la Colombie-Britannique et du Nouveau-Brunswick ont engendré à elles seules 85 % de l'ensemble des revenus aquacoles. Celles de la Colombie-Britannique, qui contribuent à plus de la moitié de la production nationale, ont enregistré des ventes totalisant 264 millions de dollars en 1998, en hausse de 17 % par rapport à 1997. Au Nouveau-Brunswick, des maladies affectant les poissons ont nui à la production, de sorte que les ventes ont augmenté faiblement de 7 % pour s'établir à 173 millions de dollars.

En 1998, la contribution nette du secteur à l'économie, soit sa valeur ajoutée, se chiffrait à 213 millions de dollars, en hausse de 17 % comparativement à 1997. Cette somme est la différence

Note aux lecteurs

Les statistiques financières sur l'aquaculture sont issues de l'Enquête unifiée sur les entreprises. L'échantillon était composé de 209 entreprises aquacoles ayant déclaré des transactions financières pour l'exercice financier se terminant en 1998. Les entreprises de cet échantillon représentaient 77 % des revenus aquacoles. En plus des données de l'enquête, on a utilisé des données fiscales et des données administratives pour produire ces estimations.

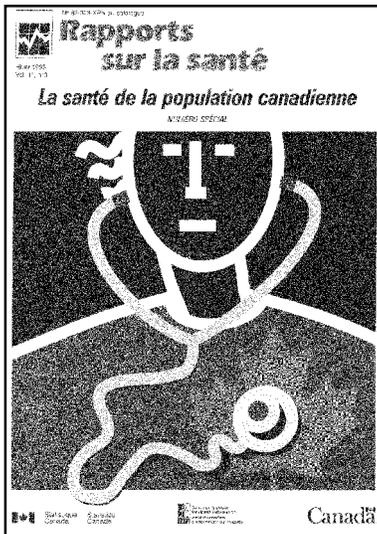
entre la production brute (la valeur de la production et les stocks) et les dépenses liées aux produits.

Les dépenses liées aux produits se sont fixées à 342 millions de dollars en 1998. De cette somme, environ 140 millions de dollars (41 %) ont servi à l'achat de nourriture. (Les dépenses liées aux produits correspondent aux produits et services achetés d'une autre entreprise et excluent les coûts pour la main-d'œuvre et le capital.) Par ailleurs, les entreprises aquacoles ont déboursé 75 millions de dollars en salaires et en avantages sociaux.

Données stockées dans CANSIM : matrices 8500 à 8535.

*Les données sur le secteur de l'aquaculture sont disponibles dans le supplément de la publication **Statistiques économiques agricoles** (21-603-UPF) et la publication **Statistiques du bétail** (23-603-UPF). Pour plus de renseignements sur l'Enquête unifiée sur les entreprises, communiquez avec Les Graham au (613) 951-6566 (courriel : Les.Graham@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Bernadette Alain au (902) 893-7251 (courriel : stctruro@ns.sympatico.ca), Bureau de la statistique agricole à Truro ou avec Mark Elward au (613) 951-8715 (courriel : Mark.Elward@statcan.ca), Division de l'agriculture.*

Nouveautés de Statistique Canada



Rapports sur la santé : la santé de la population canadienne Hiver 1999

Le numéro spécial d'hiver 1999 de *Rapports sur la santé : la santé de la population canadienne* contient des articles portant sur l'espérance de vie, l'état de santé des enfants, l'âge mûr, l'état de santé des personnes âgées, la santé psychologique et la dépression. On y traite également de l'inégalité des revenus et de la mortalité chez les personnes en âge de travailler au Canada et aux États-Unis, des habitudes personnelles liées à la santé en ce qui concerne le tabac, l'alcool, l'activité physique et le poids ainsi que des tendances récentes des services de santé.

Les *Rapports sur la santé* fournissent une analyse exhaustive et actuelle des données nationales et provinciales sur la santé ainsi que des statistiques de l'état civil découlant des bases de données administratives ou d'enquêtes. Ils visent un large public comprenant des professionnels de la santé, des chercheurs, des décideurs, des enseignants et des étudiants.

Le numéro d'hiver 1999 de *Rapports sur la santé* (version imprimée : 82-003-XPB, 35 \$ / 116 \$; version sur Internet : 82-003-XIF, 26 \$ / 87 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Larry Swain au (613) 951-8569 (courriel : swailar@statcan.ca), Division des statistiques sur la santé.

Transferts sociaux, gains et intensité des faibles revenus dans les familles ayant des enfants 1981 à 1996

Un nouveau document de recherche analyse les tendances des faibles revenus dans les familles canadiennes avec des enfants, pour la période allant de 1981 à 1996. Il conclut que le taux de faible revenu, même s'il fournit des renseignements valables, est insuffisant, lorsqu'il est utilisé seul, pour donner une image complète et peut omettre certaines tendances importantes. Cette conclusion repose sur le fait que le taux de faible revenu ne mesure que le nombre (ou la proportion) de personnes ayant un faible revenu et qu'il ne fournit aucune précision sur les changements de leurs niveaux de revenu.

Dernièrement, des économistes ont élaboré une mesure que l'on appelle « intensité des faibles revenus ». Le nouveau document de recherche suggère que cette mesure soit prise en considération puisqu'elle utilise le taux de faible revenu et y ajoute des renseignements sur l'écart de faible revenu, c'est-à-dire qu'elle détermine le niveau du revenu au-dessous du seuil de faible revenu.

Le document de recherche *Transferts sociaux, gains et intensité des faibles revenus dans les familles canadiennes avec des enfants 1981-1996 : mise en évidence des progrès récents de la mesure des faibles revenus (11F0019MPF, n° 144)* est maintenant en vente. Il est possible de télécharger ce document de recherche depuis le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) ou de le commander en communiquant avec Hélène Lamadeleine au (613) 951-5231. Pour plus de renseignements, communiquez avec Garnett Picot au (613) 951-8214, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

Ressources, dépenses et personnel des tribunaux 1998-1999

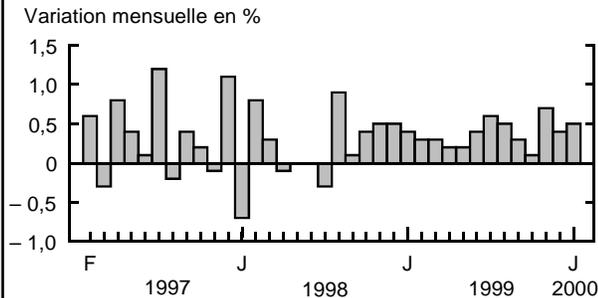
Les administrations publiques ont consacré 925 millions de dollars au fonctionnement des tribunaux en 1998-1999, ce qui correspond à un peu plus de 30 dollars par personne. Le rapport *Ressources, dépenses et personnel des tribunaux, 1998-1999* présente en détail la façon dont cette somme a été dépensée.

Le rapport fournit de l'information sur le personnel et les dépenses du système judiciaire (p. ex. les salaires et les avantages sociaux) pour l'exercice financier 1998-1999, ainsi que des comparaisons entre les résultats de l'enquête courante et ceux de l'enquête réalisée en 1996-1997. Il renferme également des données sur les tribunaux provinciaux et territoriaux et sur les cours fédérales, qui comprennent la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale du Canada, la Cour canadienne de l'impôt et le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale. Il s'agit du premier d'une série de rapports biennaux, dont le prochain sera produit en 2002 pour l'exercice 2000-2001.

Le rapport *Ressources, dépenses et personnel des tribunaux, 1998-1999* (85-403-XIF, 22 \$) est maintenant en vente. Une version imprimée (44 \$) est également offerte sur demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

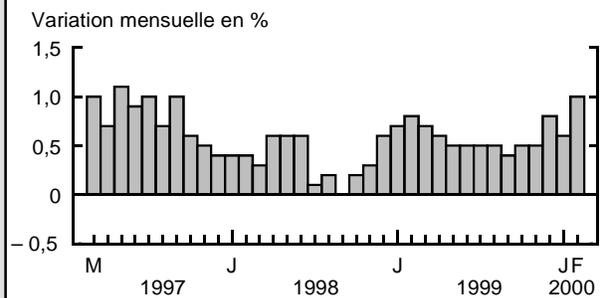
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



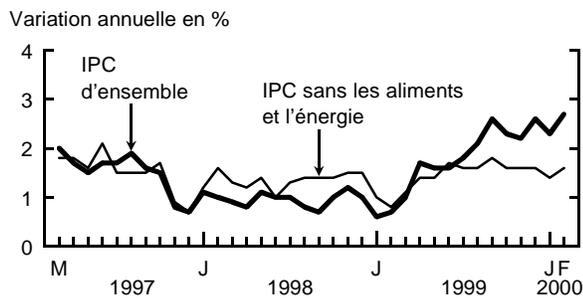
L'activité économique a augmenté de 0,5 % en janvier. Cette 18^e hausse d'affilée s'inscrit dans la plus longue série de progressions mensuelles jamais enregistrée depuis 1961.

Indice composite



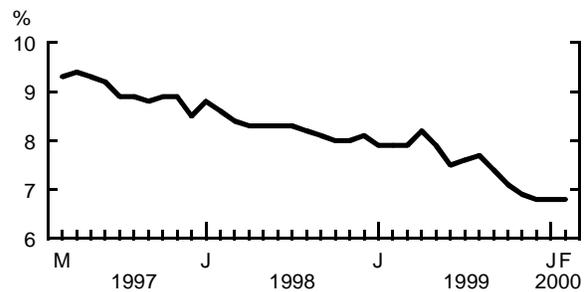
En février, la croissance de l'indicateur avancé s'est élevée à 1,0 %, un taux légèrement supérieur à la croissance moyenne des 12 derniers mois.

Indice des prix à la consommation



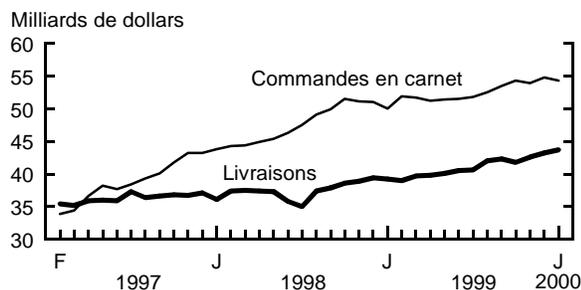
En février, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,7 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,6 %.

Taux de chômage



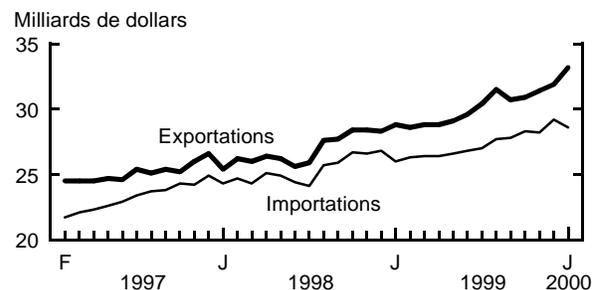
En février, la croissance de l'emploi s'est accompagnée d'une hausse similaire de la population active, de sorte que le taux de chômage est demeuré à 6,8 %.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont grimpé de 1,1 % en janvier, pour se fixer à 43,7 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont fléchi de 1,0 % pour s'établir à 54,3 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En janvier, les exportations de marchandises ont fait un bond de 4,0 % par rapport à décembre, pour atteindre 33,2 milliards de dollars. Les importations ont régressé de 1,8 %, pour se situer à 28,6 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	janvier*	770,1	0,5 %	4,7 %
Indice composite (1992 = 100)	février	158,2	1,0 %	7,4 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	4 ^e trim. de 1999	43,9	7,8 %	27,1 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	4 ^e trim. de 1999	86,8	1,3 †	4,0 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	janvier	22,5	0,0 %	6,7 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	février*	1,49	- 2,5 %	1,5 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	janvier	133,6	- 7,2 %	8,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	janvier	31,2	0,2 %	9,5 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	février	14,83	0,2 %	3,0 %
Taux de chômage (%)	février	6,8	0,0 †	- 1,1 †
Taux d'activité (%)	février	65,8	0,1 †	0,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	janvier	618,85	0,3 %	2,0 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	février	170	1,2 %	13,3 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	33,2	4,0 %	15,1 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	janvier	28,6	- 1,8 %	9,9 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	janvier	4,5	1,8	1,8
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	janvier	43,7	1,1 %	11,6 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	janvier	43,2	- 2,1 %	13,0 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	janvier	54,3	- 1,0 %	8,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	janvier	1,28	0,00	- 0,02
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	février	112,0	0,5 %	2,7 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	février*	125,8	0,9 %	5,9 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	février*	139,7	3,2 %	37,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	janvier	102,0	0,0 %	1,7 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouvelle cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.
Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Chef intérimaire, Diffusion officielle : Dan Smythe, (613) 951-1088;
smytdan@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 30 mars au 5 avril 2000

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole	mars 2000	21-004-XIF	gratuit
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Bilan des investissements internationaux du Canada	1999	67-202-XPB	52
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, vol. 20, n° 1	1998-1999		
Internet		85-002-XIF	8 / 70
Papier		85-002-XPF	10 / 93
Ressources, dépenses et personnel des tribunaux	1998-1999	85-403-XIF	22
DÉMOGRAPHIE			
Statistiques démographiques annuelles	1999		
Internet		91-213-XIB	56
Papier		91-213-XPB	125
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	décembre 1999	26-006-XPB	19 / 186
Disponibilité et écoulement d'énergie au Canada, bulletin trimestriel	1 ^{er} trim. de 1999	57-003-XPB	43 / 141
Extraction de charbon	1998	26-206-XIB	19
Guide statistique de l'énergie	mars 2000		
Disquette		57-601-XDF	284
Papier		57-601-UPB	387
Huiles et corps gras	janvier 2000	32-006-XIB	5 / 47
Lampes électriques, ampoules et tubes	février 2000	43-009-XIB	5 / 47
Papier-toiture asphalté	février 2000	45-001-XIB	5 / 47
Scieries et ateliers de rabotage	janvier 2000	35-003-XIB	9 / 86
Statistiques de l'énergie électrique	janvier 2000	57-001-XIB	9 / 85
Statistiques du charbon et du coke	janvier 2000	45-002-XIB	9 / 85
Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par oléoduc	janvier 2000	55-001-XIB	9 / 86
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	décembre 1999	15-001-XPB	15 / 145
ORGANISATION ET FINANCES DE L'INDUSTRIE			
Statistiques financières trimestrielles des entreprises	4 ^e trim. de 1999	61-008-XPB	35 / 114
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Commerce de détail	janvier 2000		
Internet		63-005-XIB	16 / 155
Papier		63-005-XPB	21 / 206
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Rapports sur la santé : la santé de la population canadienne	hiver 1999		
Internet		82-003-XIF	26 / 87
Papier		82-003-XPB	35 / 116
TRANSPORTS			
Aviation, bulletin de service, vol. 32, n° 3		51-004-XIB	8 / 82
Chargements ferroviaires	janvier 2000	52-001-XIF	8 / 77

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des publications sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les publications

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca.